

EELV – 30 mai 2013

En présence de :

-Pascal Durand (Secrétaire national)

-Lionel Guérin (salarié du siège national en charge du contenu)

-Virginie Lambert-Ferry (chargée de la communication)

-Marine Tondelier (membre du Bureau exécutif)

-Jean-Claude Devèze (JCD)

-Jean-Baptiste de Foucauld (JBF)

-Clémence Perrussel (CP)

-Jacques Rémond (JR)

Introduction

- **LES UNIVERSITÉS D'ÉTÉ** : Il est d'abord évoqué les deux dernières universités d'été, auxquelles avait participé JCD. Pour Pascal Durand, ce sont des moments d'éducation populaire, avec 2500 personnes qui travaillent pendant 3 jours. Cet événement annuel permet un dialogue et des débats mobilisant les convictions. C'est aussi une occasion d'échanger entre des élus de plus en plus nombreux et des militants.
- **COURTE PRÉSENTATION DU PARTI ET DE PASCAL DURAND** : EELV a très peu de permanents, 12 ou 13 seulement. Pascal Durand y est venu avec Nicolas Hulot : il ne fait donc pas parti des « Verts » du départ. Il appartient à la mouvance que l'on nomme « environnementaliste ».

LE PACTE CIVIQUE ET EELV

JBF questionne Pascal Durand

I- Lien Pacte Civique / EELV

- **ADHESION AU PACTE CIVIQUE** - JBF rappelle qu'Eva Joly et Philippe Meirieu ont adhéré au Pacte Civique. Dès le début de l'entretien Pascal Durand s'engage à y adhérer à titre personnel, car le Pacte Civique correspond à son optique et à sa vision du monde. Il remercie le Pacte Civique pour cette rencontre, source d'enrichissement et d'ouverture sur des co-élaborations / collaborations.
- **TRANSFORMATIONS** - JBF indique les lignes de convergence : d'abord le Pacte Civique s'est inspiré du processus mis en œuvre pour le lancement du Pacte Ecologique, mais aussi de l'idée de transformation, pas seulement écologique mais aussi culturelle et sociale pour relier des facteurs créatifs nous permettant de sortir du climat anxiogène. Le changement doit emprunter un chemin balisé par l'articulation de 3 domaines (personnel, organisationnel et politique) et des 4 valeurs du Pacte Civique (sobriété, créativité, justice, fraternité) ; par contre, on ne sait pas encore bien dans quelle direction ce chemin nous conduit. C'est pourquoi nous sommes très intéressés d'avoir l'avis d'EELV sur leur vision de la transition à réussir. Pascal Durand note que le basculement de la société n'est pas réductible à la capacité des partis politiques.

- **AIDE DU PC ?** - Compte-tenu de l'engagement 17 du Pacte Civique concernant les partis politiques, qui est de donner la priorité, dans les organisations, aux enjeux réels et non à la lutte interne, et de privilégier le dialogue avec la société civile, JBF demande si le Pacte Civique pourrait apporter quelque chose à EELV.
- **ROLE DES PACTES** – Face à l'observation que fait JBF de la difficulté pour le Pacte Civique d'émerger, Pascal Durand explique que le Pacte Ecologique n'a commencé à fonctionner que lorsque N. Hulot a annoncé qu'il allait se porter candidat à l'élection présidentielle, et que les partis politiques ont pris peur. Le changement d'attitude vis-à-vis de l'écologie a donc été plus provoqué par ce rapport de « compétition » que par une prise de conscience culturelle. C'est d'ailleurs la dénonciation de cette « *société de compétition* » (Patrick Viveret) qui est à l'origine de l'écologie politique. C'est peut-être ce type d'expérience qu'est en train de vivre le Pacte Civique. A propos de l'aspect transpartisan du Pacte Civique, il craint que soient privilégiées des logiques comptables entre diverses sensibilités aux dépens de valeurs qui les dépassent.
- **DIMENSION SPIRITUELLE D'EELV ?** – Pascal D. revendique une liberté de conscience absolue et donc il ne peut parler sur ce sujet au nom du parti. Le sacré n'est pas primordial au sein du parti, issu de convergences différentes ; par contre il y existe un courant spirituel fort, peu exprimé. En tant qu'écologistes, ils ne sont pas matérialistes ; mais ils n'ont pas les outils pour penser au sacré, au spirituel. Livre qui l'inspire personnellement : *L'Éthique de la Terre –de John Baird-Callicott*.

Face à la qualification d' EELV comme relevant d'un « laïcisme assez radical, monolithique », il dit que les gens sont souvent étonnés par sa position personnelle. Peut-on considérer que la manipulation génétique sur les OGM est grave et que la recherche sur les embryons ne l'est pas ? EELV défend le mariage pour tous depuis longtemps, et considère que les droits des homosexuels et des hétérosexuels doivent être les mêmes : il ne faut pas introduire de la discrimination par cette loi, notamment sur la PMA et la GPA. Mais EELV est disposé à débattre de ces sujets. Le PS n'a pas autorisé la liberté de vote parce qu'ils ont peur. A EELV, le parti donne sa position mais pas de consigne de vote – les députés ne suivent pas toujours l'avis du parti. La liberté de conscience est de mise. Ça n'a rien à voir avec des débats Gauche/Droite...

II- Fracture entre le politique et le citoyen

- **MANQUE DE DIALOGUE** – JCD regrette que l'on n'ait pas su dialoguer dans les partis, au sein de l'Eglise... au sujet du mariage pour les couples de même sexe. Pascal D. considère que c'est parce que le débat a été instrumentalisé, que certains s'en sont emparés (UMP, LMPT...). Or les grands débats sociétaux ne doivent pas être instrumentalisés. Il reconnaît que la classe politique française ne sait pas dialoguer avec la société sans logique de pouvoir ; il est pour une démocratie apaisée, tolérante, pratiquant le dialogue. Après l'affaire Cahuzac, Pascal Durand a écrit à tous les partis qui avaient appelé à voter Hollande, afin de discuter de ce manque de qualité démocratique. Mais même ce genre d'initiatives échoue, car chacun est dans sa logique, avec ses arrière-pensées, ce qui empêche le dialogue.
- **DOUBLE LANGAGE** - La perception de l'importance de l'écologie par les citoyens existe (cf. les 750 000 signatures pour le Pacte Ecologique par exemple) ; par contre la plupart des acteurs politiques sont incapables de tisser des liens et de remettre humanité et fraternité dans la

société, à cause de la logique libérale. Les politiques ne savent pas « accompagner » la société civile. De plus, quand ils sont au pouvoir, ils ne respectent pas leurs engagements, renonçant souvent avant même d'essayer. Ils ne se rendent pas compte à quel point ce double langage mensonger fait du mal à la démocratie. De plus, leur hypocrisie nuit au dialogue qui a besoin d'espace de débat sincère. Pascal D. et JBF se rejoignent sur le fait que dans d'autres pays, les politiques ont une capacité à penser l'action, croient à ce qu'ils font, sont au moins cohérents. En France, on navigue à vue. Cette confiscation du débat favorise les souverainismes...

- **ABSENCE DE VISION** - Ce qui manque aujourd'hui au gouvernement, ce n'est pas la capacité à l'effort mais la vision qui sous-tend l'action. On ne sait donc pas pourquoi on ferait des efforts. Il peut y avoir de très bons gestionnaires mais sans aucune espérance... Ainsi les écologistes sont contre l'endettement du pays, plaie du modèle actuel. Mais il faut donner une vision aux gens, expliquer pourquoi il faut baisser les déficits. Or les modèles de fabrication des élus actuellement n'intègrent pas la nécessité d'une vision...

III- *L'écologie, origine et actualité*

- **RESISTANCE ET CONSTRUCTION**- L'écologie est née du refus permanent. Aujourd'hui, il faut dépasser cette image d'opposants systématiques, en particulier en accompagnant la société civile dans sa capacité constructive.
- **VALEURS** – Pascal Durand se dit très attaché au respect de la démocratie qui s'incarne dans le respect de la parité, le non-cumul des mandats... A titre personnel il a arrêté son métier et n'a pas de mandat électif, ce qui lui permet de se consacrer entièrement au Secrétariat de EELV.
- **PRISE DE CONSCIENCE ET IMPLICATION CITOYENNE**- A propos du Débat National sur la Transition Énergétique : la publicité faite sur ces débats est facteur de changement, car elle implique réellement les citoyens. Rien ne se fait s'il n'y a pas de prise de conscience, mais encore faut-il un espace pour éclairer la conscience ! Ces espaces commencent à exister au niveau local, en régions, avec les Agendas 21, etc. Ces réponses ne sont pas forcément toutes viables à terme mais elles permettent la prise de conscience. Au niveau national, on ne s'aperçoit pas encore que laisser un espace de débat est un enjeu important.

L'OBSERVATOIRE CITOYEN DE LA QUALITE DEMOCRATIQUE

JCD explique pourquoi le Pacte Civique a créé un Observatoire Citoyen de la Qualité Démocratique. Dans le cadre des travaux de cet Observatoire, les deux sujets ci-après ont été privilégiés pour dialoguer avec les partis.

I- *Le statut de l'élu et le mandat électif – JR interroge Pascal Durand*

Un mandat électif est-il un service ou un métier ?

- Le mandat politique n'est pas un métier, sinon ce serait la fin du lien avec la société civile.

Quel statut et quelle rémunération ?

- Un statut de l'élu est donc nécessaire, afin de permettre plus d'ouverture sociale des élus. CP explique que le thème des Entretiens de la Gouvernance Publique organisés par des élèves de l'ISMaPP en octobre 2012 était : « Le mandat électif, entre métier et vocation ». Beaucoup

d'élus considèrent qu'il serait bon d'établir un statut de l' élu, mais qu'il n'est pas fait par difficultés techniques ou désaccords. Pour Pascal D., ce statut n'est pas mis en place non pour des difficultés techniques, mais parce qu'il n'intéresse personne. EELV le propose depuis très longtemps, et a d'ailleurs rédigé des amendements à ce sujet dans le cadre de la réforme territoriale. Ex : Conseil Municipal d'Hénin-Beaumont, composé de retraités dévoués... mais il faudrait augmenter les indemnités pour attirer les jeunes, tout en sachant que la plupart des élus cumulant, ce n'est pas forcément opportun d'augmenter les indemnités...

Un élu doit-il garder son activité professionnelle ?

- A titre personnel, depuis qu'il est secrétaire national, il a arrêté sa profession. Mais il n'a pu faire ce choix que parce qu'il avait les moyens de le faire.

Que pensez-vous du cumul de mandats ? Faut-il faire un audit général qui serait rendu public ?

- Est pour les interdictions génériques et non au cas par cas. Réponse dans le programme d'EELV :
 - un seul mandat à choisir entre parlementaire et responsable d'un exécutif local ;
 - cumuler deux exécutifs locaux est à exclure ;
 - abandon temporaire du mandat électif si fonction ministérielle ;
 - pas plus de deux mandats successifs pour parlementaires et exécutifs ;
 - droit de vote des étrangers ;
 - parité.

Exemple : Dominique Voynet a été ministre, puis sénatrice, puis maire.

- 39 présidents de Conseils Généraux sont sénateurs, ce qui verrouille la prise de décisions. En plus il y a une sorte de théorie des jeux : on vote pour la personne que l'on connaît, donc pour celui qui cumule. Au niveau local, ce sont aussi les électeurs qui choisissent les cumulards. D. Voynet ne s'est pas présentée aux législatives car elle était maire. Le député PS qui gagne les législatives avec son soutien, indique qu'il veut se présenter aux prochaines municipales, fort de cette notoriété acquise. Comment sortir de ces schémas ? Comment ne pas être bloqué quand on porte de bonnes pratiques ?
- Il faut faire des choix, c'est une sorte de sobriété : on ne peut pas tout faire. Changer notre vision du monde, pour mieux exercer ces fonctions. Sa position sur les interdictions génériques est minoritaire, et crée souvent une double-peine pour le moment. C'est aux élus d'accepter le non-cumul, le problème n'est pas technique. Il faut changer notre culture du pouvoir.
- Il faut définir des projets, et ensuite seulement choisir des personnes en adéquation. JBF se réfère pour sa part à l'expérience monastique qui établit d'abord un profil, puis choisit une personne en fonction de celui-ci. Pascal Durand rappelle qu'en 1791, il était prétentieux de dire qu'on était candidat.

Quels élus pour la France ?

- Il faudrait moins d'élus, mais plus représentatifs de la société.
- Il faudrait revoir comment donner aux collectivités territoriales un espace de l'intérêt général. Le Sénat, qui n'a pas de compétences décisionnelles aujourd'hui, est-il encore utile ? C'est de l'hypocrisie de maintenir notre mille-feuille dans une période où on est à la recherche d'économies.

II- L'Europe – JCD interroge Pascal Durand

- **LANCEMENT D'UNE PRIMAIRE EUROPEENNE PAR EELV** – Chaque pays désignera un binôme homme-femme pour être leader des listes « Vertes » aux élections européennes être candidat à la présidence de la Commission européenne. L'élection se fera par des primaires ouvertes. Tout le monde peut postuler et voter. Les résultats de la désignation du binôme sont prévus pour le 18 octobre.
 - Le Pacte Civique fera un communiqué pour soutenir cette initiative.
- **LA CONSTITUANTE** – EELV = 16,4% des voix aux dernières élections, à 0,4% du PS... La Constituante pour une nouvelle « Constitution » permettait de créer un espace démocratique nouveau, avec les risques liés à la démocratie. Elle permettait de s'interroger et de poser le débat suivant : quelle Europe on veut ? Le débat doit avoir lieu même si l'Europe est libérale et de droite. La Commission n'ayant pas de pouvoir démocratique, elle ne doit pas de substituer aux partis nationaux pour l'instant. Mais il faut distinguer les causes et les effets : la Commission peut dire qu'il faut réformer les retraites en France, sans indiquer les moyens de le faire.
- **PLUS D'EUROPE** - Les grands enjeux du XXIème siècle seront européens. Or aujourd'hui, il y a certes des interconnexions, mais il y a surtout de la concurrence entre Etats européens. Il faudrait imaginer un espace européen géré en commun, ex : avec le solaire en Espagne, les éolienne au Danemark... Peu de domaines échappent à ce transfert de souveraineté, mais qui se fait dans l'intérêt collectif.
 - Exemple concret du « double-langage » : le TSCG critiqué sous Sarkozy, admis sous Hollande.
- **REGIONALISME** – En parallèle de ces transferts de souveraineté vers l'Europe, il doit y avoir plus de régionalisme s'appuyant sur des pratiques locales. Les Euro-régions françaises ne représentent rien, mais la majorité a voté contre la proposition de loi pour rétablir une circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen, en partie à cause d'intérêts personnels, en partie pour empêcher la montée des extrêmes.
- **LES LISTES POUR LES ELECTIONS EUROPEENNES SERONT-ELLES OUVERTES SUR LA SOCIETE CIVILE ?** – En 2009 une dynamique a été créée. Des jeunes de compétences et d'horizons divers se sont formés et sont entrés dans le travail parlementaire et pratique à Bruxelles. Il serait injuste de tous les forcer à partir, surtout qu'ils sont toujours en lien avec la société civile.
- **A QUI OUVRIR ?** Aux fédéralistes européens tels que Sylvie Goulard, après accord sur le projet. Une liste, appuyée si possible par Daniel Cohn-Bendit, pourrait être mise en place avec des personnes de tout bord, contre la montée des souverainistes français.
- **FACE AUX BESOINS D'INITIATIVES EN FRANCE POUR UNE TRANSITION, QUE PENSEZ-VOUS DES CONFERENCES CITOYENNETE- JUSTICE-FRATERNITE ?** – Pascal D. est favorable à ce type de démarches, car il sent la société en désespérance. Il manque un instrument pour piloter le global, ce que l'Etat ne gère plus. Pour une véritable prise de conscience, il faut une vision, un horizon, un projet politique (cf. Jean Jaurès). JCD pense que ce sont ces conférences qui aideraient à trouver ce projet.

III- Quelle suite donner à cet entretien ?

« On sera toujours ouvert à la discussion et au dialogue, à ces moments de partage et d'intelligence ». Ca, plus le militantisme de terrain, ce sont les deux endroits de ressourcement de ma vie politique ». Pascal Durand

Engagements

➤ **Pour EELV**

- Adhésions personnelles de Marine Tondelier et de Pascal Durand. (A vérifier auprès de JF).
- Présenter le Pacte Civique au bureau pour envisager une adhésion du parti EELV.
- Essayer de faire en sorte que N. Hulot apporte sa signature.

➤ **Pour les deux**

- Mettre en place des espaces de débats, lieu de démocratie.

➤ **Pour le Pacte Civique**

- Les soutenir dans leurs positions à chaque fois qu'elles sont en cohérence avec les engagements du Pacte Civique.
- En particulier, soutien à l'organisation de primaires au niveau européen pour déterminer qui sera tête de liste et donc candidat à la Présidence de la Commission